

Situation au Tibet : pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

lundi 7 avril 2008, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2008).

Depuis plusieurs semaines, la répression fait rage au Tibet. Elle aurait coûté la vie à plusieurs dizaines, voire centaines, de personnes. Les racines de cette crise sont connues. Elles tiennent dans la volonté du gouvernement chinois de refuser de prendre en compte les aspirations du peuple tibétain qui est soumis à une discrimination sociale, culturelle et religieuse de la part du pouvoir d'occupation chinois. Les décennies de répression de toute opposition pacifique, le processus de colonisation chinoise et le sous-développement de la région ont ainsi créé une colère qui explose aujourd'hui.

Dans cette situation, l'attitude du Comité olympique international est inacceptable. Les Jeux ne sont pas hors du monde. La décision de les organiser en Chine avait été justifiée par l'argument selon lequel cela permettrait « une plus grande ouverture » de la Chine et une « amélioration des droits démocratiques ». Or c'est exactement le contraire qui a lieu sous nos yeux. En Chine même, les droits démocratiques et les droits sociaux sont bafoués quotidiennement par un pouvoir dictatorial au service d'un capitalisme sauvage.

Les condamnations pleuvent tant sur les défenseurs des libertés démocratiques que sur les syndicalistes indépendants. La presse est muselée et les journalistes étrangers n'ont même pas le droit de se rendre au Tibet. Le silence du Comité international olympique revient à cautionner le régime. De plus, contrairement à toutes les règles établies, il a confié le monopole de la diffusion des images des Jeux exclusivement à la télévision chinoise. Celle-ci pourra donc continuer à les diffuser avec 30 secondes de différé afin d'éliminer les images dérangeantes pour le pouvoir.

L'attitude du gouvernement français n'est pas à la hauteur de la situation. Son silence sur le comportement du Comité international olympique revient à l'approuver. Ses hésitations à condamner clairement le gouvernement chinois peuvent être considérées comme un encouragement pour celui-ci à continuer dans la voie de la répression.

L'Union syndicale Solidaires se prononce pour la reconnaissance des droits et libertés démocratiques en Chine et pour le droit du peuple du tibétain à choisir lui-même son avenir. Elle demande expressément au gouvernement chinois de cesser la répression actuelle et de permettre à la presse étrangère de se rendre librement au Tibet. Elle exige du gouvernement français et du Comité olympique international des gestes politiques forts, seuls capables aujourd'hui d'infléchir la position du gouvernement chinois.